

DONNEES SUR LES "ESCADRONS DE LA MORT"

Les indications que nous avons pu obtenir sur l'existence, la composition et les activités d'un "réseau zéro" (expression de C. Mfizi) sont basées sur:

- les témoignages de deux personnes ayant été associées à ce groupe;
- les témoignages de trois personnes, dont deux officiers supérieurs, qui sont bien informés sur ce groupe;
- des témoignages récoltés sur le terrain des affrontements, dans la région du Bugesera en particulier.

Pour des raisons évidentes de sécurité, nous ne pouvons dévoiler l'identité de nos informateurs. Nous tenons à signaler que les témoignages sont concordants, et qu'ils ont été recueillis indépendamment les uns des autres. En outre, les vérifications sur le terrain confirment des faits concrets et précis, alors que ces témoins ne connaissaient pas l'image globale.

Les objectifs du groupe responsable pour les troubles étaient annoncés comme suit à ceux qui le rejoignaient: le multipartisme est cause d'anarchie et de désordre; les gouvernements Nsanzimana et Nsengiyaremye ne valent rien; il faut donc discréditer le changement en cours. Au niveau national, le noyau de ce groupe est constitué *notamment* par les personnes suivantes: NZIRORERA Joseph (ancien ministre, député de Ruhengeri), ZIGIRANYIRAZO Protée (ancien préfet de Ruhengeri, beau-frère du Président), RWABUKUMBA Séraphin (PDG de "La Centrale", beau-frère du Président), Col. SERUBUGA Laurent (ancien Chef d'Etat-major adjoint de l'armée), Col. SAGATWA Elie (secrétaire particulier du Président, beau-frère du Président), Mme Dr. RUSHINGABIGWI Chantal, NTIRIVAMUNDA Alphonse (Directeur-général des ponts et chaussées, beau-fils du Président), Capt. SIMBIKANGWA Pascal (fonctionnaire à la présidence, beau-frère du Col. Sagatwa), Col. BAGOSORA (Directeur de cabinet au Ministère de la Défense nationale), RUCAGU Boniface (député de Ruhengeri), Maj. NKUNDIYE Léonard (Commandant de la Garde présidentielle) et Col. NSENGIYUMVA Anatole (Chef des renseignements - Unités-G2). D'autres personnes sont également citées, mais pas par tous les

informateurs; nous préférons dès lors ne pas les mentionner. A part le noyau central, le groupe dispose de relais locaux ou régionaux chargés de l'exécution sur place; c'est ainsi que dans le Bugesera ce rôle a été joué notamment par Fidèle RWAMBUKA, bourgmestre de Kanzenze.

En général, les opérations visent soit la perturbation des activités de certains partis d'opposition, le M.D.R. et le P.L. en particulier, soit la provocation de désordres, voire même d'affrontements sanglants. Nous pouvons illustrer ces opérations à l'aide de quelques exemples.

Un exemple de perturbation d'activités d'autres partis s'est produit en septembre 1991 à l'occasion d'un meeting organisé par le M.D.R. à Ruhengeri. Quelques membres du groupe, transportés en véhicules des ponts et chaussées et de la Garde présidentielle (GP), ont d'une part recruté des jeunes pour perturber le meeting, et d'autre part quatre jeunes gens qui devaient tuer quatre leaders du M.D.R. (Twagiramungu, Murego, Karamira et Bagaragaza). Puisque quelqu'un (dont l'identité est connue) a été témoin des préparatifs, il a été décidé de ne pas procéder à l'assassinat des leaders. Cependant le meeting a été violemment perturbé. Puisque les incidents avaient été enregistrés sur vidéo, le commandant de la GP a fait saisir et détruire la bande.

Un exemple de tentative de causer le désordre s'est produit récemment à la fin du mois de juillet. Lorsque des Interahamwe (milices du M.R.N.D.) ont barré des routes aux alentours de Kigali, ils ont été aidés et encouragés sur place par plusieurs des personnalités identifiées plus haut. Un diplomate d'une ambassade occidentale en est témoin oculaire.

Cependant, la technique la plus inquiétante consiste dans des tentatives de causer des affrontements meurtriers. Nous possédons des témoignages très précis de ces déstabilisations au Bugesera et à Kibuye. Au Bugesera, les affrontements ont fait plusieurs centaines de morts, beaucoup plus de blessés et des milliers de déplacés. En mars 1992, des interahamwe et des militaires de la GP et du camp Mayuya (un total d'environ 75 militaires) ont été envoyés au Bugesera. Les militaires étaient en civil et armés de poignards et de pistolets. Les personnes, en particulier les I.P.J./O.P.J., qui auraient pu gêner l'opération avaient été mutées à

l'avance. Les auteurs de troubles ont été transportés par des véhicules des ponts et chaussées; l'essence nécessaire à l'opération était fournie par MM. Rwabukumba et Nzirorera, et aurait été transportée par Hassan Ngeze et stockée chez le bourgmestre Rwambuka. Arrivés initialement à Gashora, les interahamwe et les militaires, aidés par des interahamwe locaux, se mêlaient dans la population. Ensuite ils attaquaient quelques cibles définies à l'avance, des familles tutsi ou appartenant à l'opposition; de là, les violences se répandaient. La complicité de certains services est évidente. Quelques exemples. A Nyamata, le tueur d'Antonia Locatelli a été immédiatement évacué par un véhicule de la gendarmerie, qui a également récupéré les douilles; quelques-unes des personnes qui avaient attaqué les déplacés pour attirer Locatelli avaient été appréhendées par les déplacés et emmenées au parquet, qui les a relâchées sans même enregistrer leur identité; ces personnes, pourtant d'une importance cruciale pour l'enquête, ont disparu sans laisser de trace. On notera également le rôle central joué par le service des ponts et chaussées; non seulement met-il en oeuvre des véhicules et des bons de commande d'essence, mais le Fonds routier sert de véritable caisse noire pour le financement d'un nombre d'activités illégales (certaines sources affirment qu'il sert également au financement du M.R.N.D.).

La préfecture de Gikongoro devait suivre après le Bugesera. Un de nos informateurs s'y est rendu pour préparer l'opération en véhicule des ponts et chaussées. Le préfet Habiyaambere (ancien chef de la Sûreté) était le relais local. Ayant constaté que Gikongoro était un terrain difficile pour ce type de manipulation, le groupe a abandonné l'idée et a décidé d'y installer la C.D.R. Au lieu de Gikongoro, c'est à Kibuye qu'en août dernier la déstabilisation a une fois de plus été tentée. C'est à partir du Lac Kivu que les infiltrations d'interahamwe et de militaires s'est opérée; des éléments de la C.D.R. ont participé à l'opération, dont le schéma était pour le reste identique à celui du Bugesera. Le bilan s'élève à une dizaine de morts, des dizaines de blessés et plusieurs milliers de déplacés.

Les activités de ce groupe ont un triple effet:

- sabotage du processus de démocratisation, qui ne peut se dérouler correctement dans un contexte de déstabilisation;

- intimidation de la composante tutsi de la population et des partis d'opposition;
- handicap du processus d'Arusha, puisque le message donné est évidemment que ni les réfugiés, ni les membres du F.P.R. seront en sécurité s'ils se décidaient à rentrer au Rwanda.

Ces actions sont dès lors profondément anti-démocratiques et violatrices des droits de l'homme; à la limite, elles pourraient résulter dans une véritable guerre civile montée de toutes pièces. Il est donc de la plus haute importance que cette subversion cesse. Afin de faire la lumière la plus complète possible sur ces événements et d'éviter leur répétition, une enquête internationale approfondie est impérieuse.

Prof. Filip REYNTJENS
9.10.1992